N° 552 01er juillet 2026

NOTA BENE
DE HERITIERS DE LA JUSTICE a.s.b.l.

66ème anniversaire de l'indépendance de la RD Congo

Une célébration dopée par les velléités de la pensée unique et l'occupation de l'Est par des forces étrangères

Le 30 juin reste une date gravée dans la mémoire de la population de la République Démocratique du Congo. Emblème de la dignité, de la liberté et de la souveraineté nationale et internationale en1960, cette date nourrit d'immenses espoirs de paix et de prospérité collective et individuelle. 66 ans plus tard, l'indépendance chèrement acquise contraste sur toute la ligne avec les réalités vécues actuellement dans le pays. Il s'agit notamment des violences armées cycliques sur fond d'occupation de certains territoires par des troupes étrangères et des groupes armés, de la prédation des ressources minières et autres, de la paralysie des efforts publics et privés de développement, de l'application sélective des dispositions constitutionnelles et d'autres lois, du rétrécissement de l'espace d'expression démocratique, des velléités d'instauration d'une gouvernance de la pensée unique, du niveau élevé de chômage et de pauvreté, etc.

Contrairement aux habitudes, aucune manifestation publique n'a été organisée à cette occasion à Kinshasa et dans les provinces aux mains du Gouvernement national. Il en est de même dans les zones sous administration rebelle de l'AFC-M23 soutenue par le Rwanda dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Seulement, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a fait une allocution sur la Radio-Télévision Nationale Congolaise dans laquelle il a dressé le bilan et fixer un nouveau cap pour la Nation. Plusieurs autres acteurs du monde politique non armé et de la société civile dont le tandem CENCO-ECC, le Prix Nobel de la paix 2018, e, l'occurrence le Professeur Dr Denis Mukwege et l'opposant politique Martin Fayulu, ont mis à profit cette journée commémorative pour communiquer leur analyse et leurs positions sur la situation actuelle et l'avenir de la RDC.

Dans les zones aux contrôlées par l'AFC-M23, après avoir fait une adresse aux Congolais dans la ville touristique de Goma au Nord-Kivu, le Coordinateur de ce mouvement politico-militaire soutenu par le Rwanda, monsieur Corneille Nangaa, s'est rendu au Sud-Kivu, en compagnie de ses deux adjoints, Bertrand Bisimwa et Freddy Kaniki, où ils ont pris part à la messe qu'a célébrée en la Cathédrale Notre Dame de la Paix l'Archevêque Métropolitain de Bukavu, Monseigneur Xavier Maroyi Rusengwo, et ont communié avec la communauté catholique du chef-lieu de la province du Sud-Kivu.

Pendant que le pays réalise plus de 60 ans d'indépendance, l'insécurité demeure chronique avec, comme toile de fond, des tueries, des enlèvements, des arrestations et détentions arbitraires, des traitements cruels, inhumains et dégradants, des violences contre les femmes et les filles, les restrictions de mouvement des populations civiles entre les zones sous contrôle des différents belligérants, les braquages et pillages dans les villages et sur les axes routiers. Comme si cela ne suffisait pas, une sorte de pillage bien planifié des minerais stratégiques qui abondent à l'Est de la RDC ainsi que des ressources financières par le truchement d'une taxation indue des contribuables congolais qui se porte à merveille dans les zones sous administration rebelle. Les dividendes tirés de ces pratiques sont quotidiennement virés dans les comptes des commanditaires de cette guerre. Les pauvres populations n'en retirent aucune contrepartie en termes d'aménagement ou de réhabilitation des infrastructures socioéconomiques et autres, ce qui compromet ainsi le pouvoir du peuple congolais de disposer de lui-même et, du coup, contribue à la perturbation du circuit financier en plus de la fermeture des banques, dans cette partie orientale du pays.

La journée de l'indépendance ne peut naturellement être commémorée avec faste pendant que l'intégrité territoriale est à rude épreuve et le risque de balkanisation du pays est très élevé. Dans plusieurs zones, des communautés vivent la peur au ventre, contraintes de fuir leurs villages, abandonnant maisons, champs et bétail, etc. à la merci des forces et groupes de prédation.

Cette situation soulève une question fondamentale : que vaut une souveraineté nationale lorsque des citoyens ne peuvent pas vivre librement et dignement sur leur propre sol ? Les véritables victimes de cette crise prolongée restent les populations civiles forcées de mener, par millions et de manière continue, une vie de déplacés internes et/ou de réfugiés souvent sans aucune assistance humanitaire.

Les priorités des uns et des autres semblent actuellement très divergentes, voire diamétralement opposées. Pour le Gouvernement de la république et la plate-forme politique Union Sacrée de la Nation (USN) qui le soutient, la priorité «sacro-sainte » du moment se résume dans un rêve de changer, à tout prix, la Constitution actuelle en vigueur depuis 2026, fruit d'un consensus suffisamment large des divers acteurs et voté à une majorité écrasante par le peuple lors d'un référendum populaire à l'issue d'une transition d'environ trois ans qui avait mis un terme à une autre guerre dévastatrice qui avait alors failli totalement imploser l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

Quant aux groupes armés actifs dans les provinces de l'Est, particulièrement l'AFC-M23, rien ne rassure sur leur détermination à jeter si tôt les armes au regard d'importants dividendes économiques et financiers dont eux et leurs parrains tirent à cœur joie de la contrebande minière et des opérations fiscales et parafiscales qu'ils imposent aux populations des territoires sous leur contrôle.

B.P. 109 BUKAVU / RDC
365, Av. P.E. Lumumba/Ibanda
E-mail : heritiersjust.secretariat@gmail.com, HJ.secretariat@heritiersdelajustice.org
Tél. +243(0) 990323890
B.P. 234 CYANGUGU / Rwanda
Site Internet : www.heritiersdelajustice.org

Au regard des maigres résultats engrangés à ce jour par les processus de paix de Doha au Qatar et de Washington aux Etats-Unis d'Amérique avec un embranchement temporaire en Suisse suite à la crise en cours au Moyen-Orient, d'aucuns pensent que la Communauté internationale ne fait pas suffisamment pression sur les belligérants pour arrêter la guerre et les souffrances inouïes qu'ils font injustement subir aux populations civiles innocentes. Aussi, tout laisse croire que les gouvernements congolais et rwandais ainsi que la rébellion de l'AFC-M23 ont trouvé dans les processus précités un moyen de divertir l'opinion nationale et internationale sur leurs vrais objectifs et les intérêts qu'ils tirent aujourd'hui du maintien du statu quo et ceux qu'ils tireront demain à l'approche de la fin du deuxième et dernier mandat constitutionnel du Président Félix Tshisekedi.

Le plaidoyer en faveur d'un dialogue interne sincère prôné, à cor et à cri, par les organisations de la société civile non inféodées à l'un ou l'autre camp bellicistes, dont la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) et l'Eglise du Christ au Congo (ECC) avec leur « *Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans la région des grands lacs* » bute malheureusement sur la campagne de bas-étage que lui opposent certains acteurs tireurs de ficelle de la gouvernance défaillante et des violences actuelles. En plus, la communauté internationale et les grandes puissances mondiales pèchent par leur ambiguïté et leur manque d'engagement ferme en faveur de la paix et du respect des principes fondamentaux universellement reconnus de démocratie et des droits humains dans les pays fragiles et disposant d'énormes ressources naturelles, telle la RDC, dont certaines de ces puissances se disputent le contrôle à travers des accords souvent léonins.

Célébrer l'indépendance pendant que le pays est en danger ne doit pas être un simple rituel qui se limite aux allocutions. Ça doit plutôt être un moment de vérité, d'appel à une prise de conscience individuelle et collective, d'un sursaut patriotique pour la recherche d'un consensus sans compromission. La souveraineté ne sera effective et complète sans paix durable, sans justice, sans sécurité pour tous les citoyens, du centre du pays jusqu'à ses zones périphériques.

66 ans après l'indépendance, et deux ans après l'aggravation de la situation dans l'Est, la RDC se trouve à un tournant crucial de son histoire. Dénoncer cette réalité n'est pas un aveu de désespoir ou de subversion, mais un acte de responsabilité. Car aimer le Congo, « *c'est refuser de s'habituer à la souffrance de ses enfants et continuer à exiger une paix réelle, durable et juste, et un accès équitable par tous et toutes gigantesque réservoir de lait et de miel dont Dieu à travers la nature créée par lui a doté la RD Congo,* », dixit un analyste éclairé de la gouvernance congolaise.

La majorité de la population congolaise entrevoyait dans la commémoration du 66ème anniversaire de l'indépendance nationale une occasion mise à profit par la classe politique au pouvoir et celle de l'opposition armée et non armée ainsi que la société civile, avec à sa tête les dirigeants de principales confessions religieuses, pour réaliser à l'Unisson, à l'instar des pères de l'indépendance, une osmose dans le sens d'autopsier, sans hypocrisie, cette RD Congo très malade de sa classe dirigeante qui s'évertue depuis plusieurs années de la précipiter inexorablement sur la raide pente de son abîme.

Au vu de tout cela, **l'asbl Héritiers de la Justice** regrette les agissements des autorités nationales qui, au lieu de faire passer les intérêts de la nation au premier plan, s'illustrent dans des stratégies de nature à pérenniser la souffrance du souverain primaire en tenant sournoisement à la survie politique d'une personne et de ses courtisans.

L'Association rappelle au Chef de l'Etat congolais qu'il y a la vie après la présidence. Et cette loi fondamentale que sa plate-forme politique veut chiffonner garantit à lui, le Président, et à sa famille une vie digne et paisible jusqu'à son dernier jour sur la terre, pourvu qu'il la respecte et la fasse respectée sans relâche en toutes circonstances. On est véritablement reconnu comme chef lorsqu'on sait voir plus loin que son entourage immédiat, lorsqu'on est capable d'écouter les opinions contraires aux siennes et on en tire la meilleure substance, lorsqu'on se laisse instruire par le passé vécu et/ou entendu. L'histoire de la RD Congo est unique et lui confère un caractère singulier dans la région des Grands lacs et en Afrique.

En aucun moment ne réussiront ni ne dureront les velléités d'instauration d'un régime de la pensée unique au pays de Patrice Emery Lumumba. Ceux qui en sont géniteurs finissent vite et toujours par en être emportés et jetés dans les oubliettes de l'histoire. Qui aurait pensé un jour que le peuple congolais se passerait définitivement de puissantes et terrifiantes structures politiques et militaires telles le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR), l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaire (AFDL), le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-Goma), etc. Il est aujourd'hui difficile de situer leurs adresses physiques au pays et ceux qui étaient leurs fervents porte-étendards encore vivants éprouvent toutes les peines du monde d'accepter que leurs identités collent en permanence à ces mouvements de triste mémoire.

C'est pourquoi, **l'asbl Héritiers de la Justice** condamne cette démarche cavalière du pouvoir visant à changer la Constitution pendant qu'une partie du territoire national est occupée par des forces armées étrangères et une autre sous état de siège. Elle invite le peuple congolais d'user pacifiquement des droits et devoirs que lui confèrent cette même Constitution et d'autres instruments juridiques nationaux et internationaux ratifiés par la RDC pour à la fois barrer la route à l'érection d'un régime de pensée unique au pays et d'exiger le retrait sans conditions de toutes les troupes étrangères présentes sur le sol congolais ainsi que l'institution par les Nations Unies d'un Tribunal international spécial chargé de juger tous les crimes graves commis en RDC depuis l'époque de l'AFDL à ce jour.

Bukavu, le 1er juillet 2026

Héritiers de la Justice

Vous lirez très souvent et à l'improviste dans le NOTA BENE de Héritiers de la Justice :

- **des flashes d'information,**
- **des brèves,**
- **des informations nécessitant une action urgente,**
- **des communiqués de presse, …**

Suivez tous les <u>jeudis</u> à partir de 20h30 sur Radio Maendeleo, l'émission TUITETEE HAKI.

Edité par Héritiers de la Justice, a.s.b.l, Service des Eglises Protestantes pour les droits humains et la paix